N°. 41.




JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

SAMEDI, le 23 Mai.

EMPIRE FRANÇAIS.

Cour Impériale séant à Bruxelles. — Département des Bouches du Rhin. (Bois-le-Duc.)

ORDONNANCE.

Nous, premier président de la cour impériale séant à Bruxelles, baron de l'Empire, l'un des inspecteurs généraux de l'université pour les facultés de droits; chancelier de la troisième cohorte de la légion d'honneur, etc.

En vertu des articles 16 et 20 de la loi du 20 avril 1810, et des articles 79 et 80 du décret impérial du 6 juillet de la même année.

Ordonnons que les assises du département des Bouches du Rhin, pour le troisième trimestre de l'an 1812, s'ouvriront à Bois-le-Duc le 1er juillet 1812, à neuf heures du matin.

Et attendu que S. Exc. monseigneur le grand-juge ministre de la justice, n'a point usé, pour lesdites assises, du droit de nomination qui lui est conféré par la loi,

Nommons pour les présider, Mr. le conseiller *Calmeyn.*

Ordonnons qu'à le diligence de Mr. le procureur général, notre présente ordonnance sera notifiée et publiée ainsi qu'il est prescrit par les articles 88 et 89 dudit décret impérial du 6 juillet 1810.

Fait et ordonné en notre Hôtel, à Bruxelles, le 22 April 1812.

Bn. BEYTS, premier président.
Par le premier président
Le greffier en chef de la cour impériale.
M. VAN GELDER.

BOIS-LE-DUC, le 19 Mai 1812.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

A MM. les maires des communes du département.

Messieurs,

S. Exc. le ministre du trésor impérial m'a informé par sa lettre du 28 avril dernier qu'elle avait donné ordre de comprendre d'office dans les états servant à l'acquit des dépenses du trésor dans les départemens, les titulaires de rentes cinq pour cent consolidés et viagères, afin qu'il puissent être payés au chef-lieu de leur département et s'éviter des frais de perception qui diminuent leur revenu.

Pour l'exécution de cette mesure, je vous prie, messieurs, de faire connaître aux propriétaires de rentes cinq pour cent consolidés, et aux rentiers viagers, jouissant sur d'autres têtes que la leur, qu'ils doivent se hâter de tirer des mains de leurs agens à Paris les extraits d'inscription qu'ils leur avaient livrés pour recevoir en leur nom. Cette pièce doit être représentée à monsieur le payeur des dépenses diverses résidant à Bois-le-Duc.

Les rentiers qui seraient éloignés du chef-lieu, pourront s'éviter d'y venir ou d'y commettre un agent pour recevoir le montant du sémestre qui échoit le 22 juin prochain, et de ceux qui le suivront, en adressant au payeur, par la poste, leur extrait d'inscription avec le certificat de vie quittancé dans la forme des modèles ordinaires, et ils recevront en retour avec le renvoi de leur titre, un mandat sur le receveur particulier de leur arrondissement, ou même sur le percepteur de la commune où ils résident.

Je ne doute point, MM., que vous ne vous empressiez de seconder les vues bienfaisante de S. M. en met-

ZATURDAG, den 23 Mei.

FRANSCH KEIZERRIJK.

Keizerlijk Geregtshof zitting houdende te Brussel. — Departement der Bouches du Rhin. ('s Bosch.)

ORDONNANTIE.

Wij eerste president van het keizerlijk geregtshof zitting houdende te brussel, baron des rijks, een der inspecteurs-generaal van de regts-kollegien der universiteit; kanselier van de derde cohorte des legioens van eer, enz.

Uit krachte van artikel 16 en 20 van de wet van den 20 april 1810, en van art. 79 en 80 van het keizerlijk decreet van den 6 julij van hetzelve jaar.

Ordonneren dat de zittingen van het hof van regtspleging van het departement der Bouches du Rhin, over het derde kwartaal van 1812, op den 1 julij diens gezegden jaars des morgens ten 9 uren, binnen 's Hertogenbosch, geopend zullende worden.

En gemerkt Z. E. monseigneur de groot-regter minister van justitie ten aanzien der gezegde zittingen, niet gedisponeerd heeft over het regt van benoeming hem door de wetten toegekend.

Noemen wij tot president derzelven de heer *Calmeyn*, raad in den Hove.

Bevelen dat ter instantie van den heer procureur-generaal onze tegenwoordige ordonnantie in overeenkomst van de artikelen 88 en 89 van gemeld keizerlijk decreet van den 6 julij 1810, zal worden bekend en algemeen gemaakt.

Gedaan en geordonneerd in ons hotel te Brussel, den 22 April 1812.

Bn. BEYTS, eerste president.
Van wege de eerste president, de griffier en chef van het keizerlijk geregtshof.
M. VAN GELDER.

's HERTOGENBOSCH den 19 Mei 1812.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Aan de heeren maires der gemeenten van het departement.

Mijne heeren,

Z. E. de minister van de keizerlijke schatkist heeft mij in deszelfs missive van den 28 april jl. te kennen gegeven dat dezelve gelast hadde om van officiewege in de staten dienende tot voldoening der onkosten van de schatkist binnen de departementen, de houders van geconsolideerde renten van 5 percent, mitsgaders die van lijfrenten te vervatten, ten einde dezelve in de hoofdplaats van hun departement konden voldaan en alzoo de kosten van ontvangst, welke derzelver inkomen vermindert, gemenageerd worden;

Ter uitvoering van dezen maatregel, verzoek ik u, mijne heeren, om aan de houders van 5 percents geconsolideerde renten, en aan de bezitters van lijfrenten, op andere hoofden dan op de hunne gevestigd, te doen weten, dat zij zich spoeden moeten om de extrakten van inschrijving die zij aan hunne agenten te Parijs afgelevert hebben, om voor hun de betalingen te ontvangen, terug te ontbieden. Dit stuk moet aan mijn heer de betaalmeester der onderscheide uitgaven, resideerende te 's Hertogenbosch, vertoond worden.

De rentenier die ver van de hoofdplaats af woonen zullen de moeite kunnen sparen om derwaarts over te komen of een agent te bevolmagtigen om het montant van het half jaar, het welk den 22 junij aanstaande staat te vervallen, en de volgende voor hun te ontbeuren, door aan den betaalmeester, met de post hun extrakt van inschrijving benevens het certificaat de vita, op de gewoone wijze gekwiteert, over te zenden, waar tegen zij, met terugzending van hun document een mandaat op den particulieren ontvanger van derzelver arrondissement, of zelfs op den percepteur van de gemeente waar zij woonagtig zijn, zullen terug bekoomen.

Ik twijffel niet mijne heeren, of gij zult u bevlijtigen om de weldoende oogmerken van Z. M. te bevorderen, door

ant les créanciers qui résident dans vos communes à même d'apprécier tous les avantages des mesures qui ont été arrêtées pour leur faire recevoir, sans déplacement ni frais à l'ouverture même du sémestre, le montant annuel de leur inscription au grand livre.

Agréez MM. l'assurance de ma considération distinguée.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur.

Vu les lettres du directeur de l'enregistrement et des domaines de ce département, en date des 10 mars et 9 avril dernier, relativement au payement des frais annuels d'entretien des digues à la charge du domaine.

Considérant que le décret impérial du 11 janvier 1811 a maintenu les anciennes lois et réglemens sur l'administration des polders.

Considérant que le décret du 28 décembre 1811 portant organisation des polders de ce département, a continué pour l'année 1812 le principe d'entretien des digues observé jusqu'ici.

Considérant que de tout temps les biens domaniaux situés dans les polders ont été chargés, ainsi que les biens de tout autre co-propriétaire du même polder, de l'entretien des digues et des travaux hydrauliques reconnus nécessaires pour la conservation des terres endiguées.

Considérant qu'il est urgent que le domaine acquitte les frais d'entretien des digues dues pour l'an 1811.

Considérant cependant qu'il est nécessaire de régulariser le mode de payement de ces frais, et de l'assujettir aux formes observées pour les payemens à faire par le domaine.

ARRÊTE:

Art. 1. Les collèges des digues et les directions des polders adresseront, avant le 15 du mois de juin, au receveur des domaines auquel la régie des biens domaniaux dans leur polder est confiée, un extrait des rôles de répartition des charges pour l'entretien des digues et travaux hydrauliques pour l'an 1811.

2. Ils indiqueront d'une manière distincte l'objet chargé d'entretien, et le montant de la somme imposée sur chaque objet, afin que le receveur puisse en faire la vérification.

3. Les entrepreneurs ordinaires des réparations des digues à la charge des domaines adresseront également leurs mémoires des travaux faits aux receveurs des domaines; ces mémoires seront appuyés des certificats des collèges des digues ou directions des polders qui ont été chargés de l'inspection de ces travaux.

4. Les receveurs des domaines examineront ces extraits des rôles, ainsi que les mémoires des entrepreneurs ordinaires des réparations des digues, et ils les adresseront, avec leur avis motivé, avant le 1 juillet, au directeur des domaines pour être transmis au préfet, qui arrêtera le montant des sommes dues par le domaine et prendra les mesures les plus promptes pour les faire acquitter.

5. Les mêmes dispositions seront suivies pour le payement des frais d'entretien des digues et charges des polders pour 1812.

6. Le présent arrêté sera publié, à la diligence des maires, dans toutes les communes du département.

Bois-le-Duc, le 20 Mai 1812.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur.

Considérant que dans plusieurs parties du département où se trouve un grand nombre d'arbres fruitiers, la récolte de fruits est menacée d'être détruite par la quantité considérable de hannetons qui se montrent cette année.

Considérant que la reproduction des hannetons est funeste aux récoltes des grains et des fourages dont le ver de cet insecte détruit les racines.

Considérant que sous ce double rapport, il est nécessaire de s'occuper tous les ans de prévenir les dommages qui pourroient être causés par les hanne-

de crediteuren welken in uwe gemeente woonen in staat te stellen om alle de voordeelen der maatregelen, die genoomen zijn, om hun zonder zich van de eene na de andere plaats te begeven of eenige de minste kosten aan te wenden, bij het ingaan zelve van een nieuw half jaar, het jaarlijks bedragen van hun inschrijven op het groot boek te doen ontvangen, te gevoelen.

Ontvang mijne heeren, de verzekering mijner hoogagting.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ;

De Prefekt van het Departement des Bouches du Rhin; Rijksbaron, Ridder van het Legioen van Eer.

Gezien de brieven aan den Directeur van de Registratie en domeinen van dit departement de dato 10 maart en 9 april l.l. betrekkelijk de betaling der jaarlijkse kosten van onderhoud der dijken ten lasten van de domeinen.

Overwegende dat het keizerlijk decreet van den 11 januarij 1811 de voormalige wetten en reglementen op de administratie der polders doet bestaan blijven.

Overwegende dat het decreet van den 28 december 1811 betrekkelijk de organisatie der polders van het departement opzigtelijk de wijze van het onderhoud der dijken tot hiertoe in agtgenomen, conserveert.

Overwegende dat van allen tijden herwaarts de domein goederen in de polders gelegen, belast zijn geweest even zoo als de goederen van alle anderen in gelanden van den zelfden polder, met het onderhoud der dijken en waterwerken die noodzakelijk geoordeeld wierden tot behoud der ingedijkte landen.

Overwegende dat het onverwijld noodzakelijk is, dat de domein-goederen de kosten tot het onderhoud der dijken over den jaaren 1811 verschuld, voldoen

Overwegende niet te min dat het noodzakelijk is de wijze van voldoening dier kosten te regelen, en dezelve te onderwerpen aan de gewoone daggelden in de betaling door het domein te presteren.

ARRESTEERT:

Art. 1. De dijk-collegien en de directien van de polders zullen voor den 15 junij, aan den ontvanger der domeinen, aan wien de behering der domein-goederen in hunne polder gelegen, is toebetrouwt, een extract uit de rol der verdeling der lasten voor het onderhoud der dyken en waterwerken over den jare 1811 inzenden.

2. Zij zullen op eene distincte wijze het voorwerp belast met onderhoud, en het bedragen der som waarop elk gezegt voorwerp aangeslagen is, opgeven, ten einde den ontvanger hetzelve kan nazien.

3. De gewoone aannemers van herstellingen der dijken ten lasten der domeinen, zullen even eens hunne rekeningen, wegens de door hun gedaane werken aan den ontvanger der domeinen inzenden; deze gezegde rekeningen zullen, certificaaten van de dijk-collegien of polder-bestuuren welbe belast geweest zijn met den tevoeren schouw over die werken, ten bijlagen hebben;

4. De ontvangers der domeinen zullen die extracten uit de rollen mitsgaders de rekeningen van de gewoone aannemers van reparatien der dijken examineren, en dezelve met hunne gemotiveerde beoordeelingen voor den 1 julij aan den directeur der domeinen doen toekomen, ten einde aan den prefekt te worden overgelevert, welke het bedragen der gelden door het domein verschuld zal vast stellen en de spoedigste maatregelen nemen om dezelve te doen betaalen.

5. Dezelve maatregelen zullen gevolgd worden in opzigten der onkosten van dijken en andere lasten der polders over den jaare 1812.

6. Het tegenswoordig arrêté zal ter diligentie van de maires in alle de gemeenten van het departement worden afgekondigt.

Gedaan te *'s Hertogenbosch den 20 Mei 1812.*

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Overwegende dat in verscheiden gedeelten van het departement, alwaar zich een groot aantal vrugtbomen bevinden, den oogst met vernieling bedreigt wordt, door de aanmerkelijke menigte kevers die zich van dit jaar vertoonen.

Overwegende dat de voortteling der kevers schadelijk is voor de graan oogst en het voeder, welkers wortelen door de worm van dit gedierte doorknaagd worden.

Overwegende dat het om beide die redenen noodwendig is zich alle jaren bezig te houden met de voorkoming der schaden, die door de kevers veroorzaakt kan worden, als welke

rons, qui souvent dévorent les feuilles et les fruits des arbres d'une manière plus destructive que les chenilles;

ARRÊTE:

Art. 1. Les dispositions prescrites par la loi du 26 ventose an 4 pour l'échenillage des arbres, seront appliquées aux mesures à prendre pour la destruction des hannetons, dans toutes les communes de ce département.

2. Aussitôt que le maire d'une commune le jugera convenable, il ordonnera à tous les chefs de famille de sa commune de livrer tous les jours une quantité fixée par lui de hannetons morts, à la personne qu'il désignera pour cet effet; celle-ci les enfouira dans un endroit que le maire indiquera.

3. La taxe sera comptée par pot, et le maire fixera le nombre de pots que chaque personne sera tenue de livrer. Cette quantité sera publiée et affichée tous les matins par le maire, à la mairie, aux portes des églises et dans tout autre endroit qu'il jugera convenable. Cette publication suffira pour rendre la taxe obligatoire.

4. Les amendes prononcées par l'article premier de la loi du 26 ventose an 4 seront encourues par les personnes en retard de livrer leur taxe à l'époque fixée par le maire. Ces amendes seront prononcées et perçues conformément aux lois et réglemens de police simple.

5. Les personnes préposées dans chaque commune pour recevoir et pour enfouir les hannetons détruits, recevront une indemnité qui ne pourra excéder 1 fr. 25 centimes par jour, et qui sera imputée sur les fonds réservés pour les dépenses imprévues dans le budjet communal de 1812.

6. Le présent arrêté sera inséré au journal du département et adressé à MM. les sous-préfets chargés d'en assurer l'exécution.

Bois-le-Duc, *le 21 Mai* 1812.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

Le préfet rappelle aux habitans de ce département qui ont des demandes à former auprès de l'administration, qu'ils doivent présenter leurs réclamations, soit dans une pétition signée ou marquée par eux, soit verbalement dans les audiences publiques qu'il donne le lundi de chaque semaine.

Ceux d'entre eux qui ont des recherches à faire ou des éclaircissemens à demander dans les bureaux de la préfecture, doivent s'y présenter eux même, ou demander ces renseignements par l'intermédiaire des autorités constituées.

Le préfet ne reconnaît aucun agent d'affaires, chargé spécialement de lui présenter des pétitions et de suivre l'expédition des affaires dans ses bureaux.

Tout pétitionaire qui ne se conformerait pas aux règles rappelées dans cet avis, s'exposerait à voir ses réclamations rester sans réponse.

Tout individu qui se prétendrait qualifié pour rédiger et présenter des pétitions au préfet, et pour suivre l'expédition des affaires dans ses bureaux, abuseroit de la crédulité du public et s'exposerait aux peines prononcées par les lois contre les délits de ce genre.

FLORENCE, *le 23 Avril.*

M. *Guerazzi* a ouvert ici depuis le 29 mars une fabrique, dans le quelle il tire du sucre de chataignes. Il a déja fabriqué 24,911 livres de sirop, qu'il a mis dans de grands vases pour le faire cristalliser. M. *Guerazzi* a également fabriqué 8075 livres de sucre raffiné, et toute la manœuvre promet les résultats les plus heureux.

(*Feuil. pol. du dép. du Zuiderzée.*)

AUTRICHE.

VIENNE, *le 6 Mai.*

Le comte de *Gottorf* est arrivé à Vienne, avec un seul compagnon de voyage. Il mène une vie très retirée.

(*Journal du département des Bouches de l'Elbe.*)

VARIÉTÉS.

PLANTATION DU TABAC.

EXTRAIT de l'arrêté du Préfet du département des Bouches du Rhin, Baron de l'Empire, Chevalier de la légion d'honneur.

Vu le rapport présenté par une commission de

---

de bladeren en de vrugten der bomen nog meerder dan de rupsen verslinden;

ARRESTEERT.

Art. 1. De maatregelen bij de wet van den 26 ventose 4de jaar voorgeschreven, betrekkelijk het uitroeijen der rupsen van de boomen enz., zullen toepasselijk zijn op de kevers, ten einde die in alle de gemeenten van het departement worden uitgeroeid.

2. Zoodra de maire eener gemeente het noodig zal oordeelen, zal hij aan alle de hoofden van een huisgezin binnen zijne gemeente gelasten om dagelijks eene bepaalde hoeveelheid doode kevers aan den persoon, door hem tot dat einde opgegeven, te leveren; deze zal die vervolgens in een gat op een plaats door de maire aan te wijzen, begraven.

3. De aanslag zal bij de kan gerekend worden, en de maire zal het getal der kannen, welke door ieder opgebragt moeten worden, bepalen. Deze te bepalen hoeveelheid, zal door de maire alle morgen afgekondigd en in de mairie, op de deuren der kerken en overal waar zulks geschikt zal geoordeld zijn aangeplakt worden. Deze afkondiging zal voldoende zijn om den aanslag van verbindende kragt te maken.

4. De boete bij het 1ste art. van de wet van den 26 ventose 4de jaar gewaagd, zullen door de nalatige in 't opbrengen van den aanslag op het tijdstip door den maire bepaald, verbeurd worden; deze boeten zullen uitgesproken en geheven worden, ingevolgen de wetten en reglementen van eenvoudige politie.

5. De in elke gemeente aangestelde personen tot het ontvangen en begraven van de uitgeroeide kevers zullen eene bezoldiging genieten welke niet boven de 1 franc en 25 centimes den dag mag gaan, en welke gevonden zal worden uit het fonds der onvoorziene uitgaven, op het budjet der gemeente over 1812 gesteld.

6. Het tegenwoordig arrêté zal in het journal van het departement geinsereerd, en gezonden worden aan de heeren sous-prefekten welke gelast zijn de uitvoering daar van te doen bevorderen.

's Hertogenbosch, *den 21 Mei* 1812.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

De prefekt herinnert de inwoonders van dit departement welke verzoeken bij het bestuur te doen hebben, dat zij dezelve op een door hun ondergeschreven of geteekend rekwest, moeten vervatten en indienen, of mondelings daar over komen spreken op de openbare audientie dagen, welke des maandags van elke week daartoe gehouden worden.

Die genen welke zaken te agtervolgen of onderrigtingen op de bureaux van de prefektuur in te winnen hebben, moeten zich aldaar zelve vervoegen, of die onderrigtingen van de aangestelde amptenaren afvragen.

De prefekt erkent hoegenaamd geenerhande agent van zaken die in zonderheid gelast is om aan hem de rekwesten van particulieren intedienen, en den loop dier zaken bij de bureaux te agtervolgen.

Elke rekwestrant die zich niet gedraagt na de regelen in dit berigt op nieuw aangehaald, zou zich bloot stellen te zien dat deszelfs verzoek onbeantwoord bleef liggen.

Elk individu welke zich bevoegd oordeelde om rekwesten intestellen, die bij den prefekt intedienen en den loop daarvan bij de bureaux te agtervolgen, zoude van de ligtgelovigheid van het publijk misbruik maaken en zich blootstellen aan de straffen door de wetten over soortgelijke misdaden uitgesproken.

FLORENCE, *den 23 April.*

De Heer *Guerazzi* heeft, zints den 29 maart, alhier eene fabrijk opgerigt, in welke hij suiker uit kastanjen vervaardigt. Reeds heeft hij 24,911 ponden siroop gewonnen, welke hij in groote potten gegoten heeft, om dezelve te laten kristalliseren. De heer *Guerazzi*, heeft ook bereids 8075 pond geraffineerde suiker vervaardigd, en de geheele bewerking belooft den gelukkigen uitslag.

(*Staatk. dagb. van het dep. de Zuiderzee.*)

OOSTENRIJK.

WEENEN *den 6 Mei.*

De Graaf *van Gottorf*, is te Weenen, slechts met eenen enkelen knegt vergezeld, aangekomen. Hij leidt een zeer stil leven.

(*Journaal du département der Bouches de l'Elbe.*)

MENGELINGEN.

TABAKSPLANTING.

UITTREKSEL, uit het arrêt van den Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, Rijks-Baron, Ridder van het legioen van Eer.

Gezien het gerapporteerde van de door ons benoemde

cultivateurs de l'arrondissement de Nimègue, créée par nous pour émettre son opinion sur les moyens d'améliorer et d'encourager la culture du tabac dans cet arrondissement.

Vu les observations du sous-préfet de Nimègue, et après nous être concerté avec M. *D'argout*, auditeur au conseil d'état, inspecteur général des droits réunis.

ARRÊTONS CE QUI SUIT:

Art. 1.er Deux commissaires choisis parmi les cultivateurs, et, autant que possible, parmi les fonctionnaires publics, sont chargés de diriger et de surveiller toutes les opérations relatives à la culture du tabac dans l'arrondissement de Nimègue.

5. Chacun des commissaires sera tenu de planter 40 ares de terre et d'y faire les expériences qu'il croira utiles ou qui pourront lui être indiquées. Il sera tenu un journal de ces expériences. Deplus, chaque commissaire devra destiner, outre les 40 ares ci-dessus, une étendue de 20 ares au moins pour y élever des porte-graines.

6. Les commissaires désigneront un ou deux cultivateurs par commune, qui pourront laisser monter plusieurs pieds de tabac en graine. Cette graine sera récoltée par les commissaires . . . . . .

7. Si, dans le cours de leurs tournées ils venaient à découvrir des plantations frauduleuses, ce qui leur sera facile ayant le relevé nominatif de tous les cultivateurs par commune, ils les indiqueront sur le champ aux préposés des droits réunis.

8. Au premier janvier de chaque année, ils remettront au sous-préfet de l'arrondissement la liste des cultivateurs auxquels ils croiront qu'on devra interdire la culture, et ils désigneront les communes auxquelles elle pourrait également être interdite.

Ces deux listes nous seront transmises par le sous-préfet avec son avis, à l'effet de prendre les mesures convenables, après communication préalable donnée à M. le directeur des droits réunis dans le département.

10. Un cinquième de centime par kilogramme, retenu aux cultivateurs sera employé en primes d'encouragement.

11. Elles seront au nombre de sept, savoir six primes simples et une grande prime.

Les primes ordinaires seront de la valeur de 2 à 300 francs, et la grande prime de 800 francs.

Le mode de distribution de ces primes sera réglé ultérieurement.

13. M. M. *de Craan*, maire de Heumen et Malden, et *de Villers*, maire d'Appeltern, sur la présentation de M. l'inspecteur général des droits réunis *D'argout*, et de M. le sous-préfet de Nimègue, sont proposés à M. le conseiller d'état, directeur général des droits réunis et des octrois pour être nommés commissaires pour la culture du tabac dans l'arrondissement de Nimègue.

(La suite ci-après.)

*** Aujourd'hui à quatre heures du matin environ, est décédée ma chère Fille DOROTHÉE MARIE, des suites d'une maladie Physique, à l'âge de 42 ans et 2 mois, après avoir été munie des Sacrements de Notre Mère la Sainte Eglise, et avec une résignation parfaite à la volonté du tout Puissant. Ceux qui ont connu son caractère et ses vertus, peuvent sentir combien cette perte m'a été sensible. Elle était mon unique consolation dans mon âge avancé; la ferme croyance et une persuasion fondée de la revoir un jour près de son Créateur, peuvent seules adoucir mes peines. Je prie en conséquence d'être excusée de lettres de condoléance.

BERGEIK, le 20 Mai 1812.

La Veuve G. RAUPP, Née GEUYEN.

commissie uit de planters van het arrondissement van Nijmegen, om hun lieder gevoelen uittebrengen over de middelen ter verbetering en aanmoediging van den tabaks-teeld in dit arrondissement.

Gezien de aanmerkingen van den sous-prefekt van Nijmegen, en na overeengekomen te zijn met den heer *Dargout*, auditeur van den staatsraad, inspecteur generaal der vereenigde regten.

STELLEN VAST HET GEEN VOLGT:

Art. 1. Twee commissarissen gekozen uit de planters, en zoo veel mogelijk uit de openbare ambtenaren, zijn gelast om te bestieren en te waken over alle de werkzaamheden belangende den tabaks teeld in het arrondissement van Nijmegen.

5. Ieder dier commissarissen zal gehouden zijn 40 ares grond te planten, en daar de proeven op te nemen, die hij zal nuttig oordeelen, of die hem zouden kunnen worden voorgeschreven. Hij zal voorts van alle zijne opmerkingen en ondervindingen een dag-verhaal houden. Overigens gehouden zijn buiten de 40 ares hier boven vermeld, aftezonderen eene uitgestrektheid grond van ten minsten 20 ares, om daar de zaad-dragende planten op te kweken.

6. De commissarissen zullen een of twee planters van ieder gemeente verkiezen, welke zaad-dragende planten zullen mogen voortteelen, waarvan het zaad door de commissarissen zal ingezameld worden.

7. Indien zij in den loop van hunne rondtogten bedriegelijke plantingen ontdekken mogten, het welk haar gemakkelijk zal vallen, als hebbende een uittreksel der naamlijst van alle de planters, gemeentes-gewijze, zullen zij dezelve dadelijk bekend maken aan de bedienden der vereenigde regten.

8. Op den eersten januarij van ieder jaar, zullen zij aan den sous-prefekt van het arrondissement ter hand stellen, de lijst der planters, welke zij zullen vermenen dat men het planten behoorde te verbieden, als mede zullen zij aangeving doen der gemeentes, welke insgelijks de tabaks teeld verboden diende te worden; deze twee lijsten zullen door den sous-prefekt met zijne aanmerkingen voorzien aan ons ter hand gesteld worden, ten einde met voorafgaande kennisgeving aan den heer directeur der vereenigde regten, de gepaste maatregelen te nemen.

10. Een vijfde centime per kilogr. zal van de planters worden ingehouden, en zal besteed worden tot premien van aanmoediging.

11. Dezelve zullen zeven in getal zijn, 6 gewone premien en eene groote premie.

De gewone premien zullen de waarde van 2 à 300 franken hebben, en de groote premie van 800 franken.

De wijze van uitdeling dezer premien zal nader bepaald worden.

13. Op de gedane voorstelling van den heer inspecteur generaal der vereenigde regten, *D'argout*, en den heer sous-prefekt van Nijmegen, zijn voorgedragen de heeren *J. J. Craan*, maire van Heumen en Malden, en *de Villers*, maire van Appeltern, aan den heere staatsraad, directeur generaal der vereenigde regten en der octroijen, om tot commissarissen over den tabaks-teeld in het arrondissement Nijmegen, benoemd te worden.

(Het vervolg hierna.)

*** Heden morgen circa 4 uuren, wierd mijne geliefde Dogter DOROTHEA MARIA, aan de gevolgen eener Longteering, in den ouderdom van 42 Jaaren en 2 Maanden, (naar alvoorens voorzien te zijn geweest van de HH. Sacramenten onzer Moeder de H. Kerk en eene volkoomne resignatie in den wille des Alderhoogste,) mij door de dood ontrukt. Hoe treffend voor mij het verlies is, laat ik die, welke haar caracter en deugzaam leven gekent hebben, beseffen, daar zij was den troost in mijne hooge jaren; dan het vast en gegrond betrouwen dat ik stelle van haar eenmaal bij haren Schepper terug te vinden, is alleen in staat mijne smerten te leenigen. Ik verzoeke derhalve van brieven van rouwbeklag verschoont te blijven.

BERGEYCK, den 20 Mei 1812.

De Weduwe G. RAUPP, geboren GEUYEN.

A *Bois-le-Duc*, de l'Imprimerie du Journal, chez E. LION ET FILS, Imprimeurs et Libraires, rue de l'église. 1812.